

Mais au fait, à quoi ressemblerait la France après quelques années si la convergence des luttes avait effectivement lieu ?



Services publics, zone euro, régimes spéciaux, universités... petit panorama d'une France de convergence des luttes.

Avec Philippe Crevel

Avec Éric

Verhaeghe

**Atlantico : En imaginant que la convergence des luttes serait en train de s'opérer, comme pourrait le montrer la journée du 19 avril, à quoi ressemblerait la mise en œuvre concrète des différents programmes, revendications, proposées par les cheminots, étudiants ou autres zadistes ?**

**Philippe Crevel :** Maintien du statu quo à la SNCF, augmentation de 6 % des salaires chez Air France, suppression de Parcoursup, appropriation de Notre-Dame-des-Landes par les zadistes, etc., les conflits sociaux révèlent que certains refusent le principe même de réforme, de compétitivité et d'adaptation à la nouvelle donne économique. Ce rejet s'alimente de l'anxiété qui traverse la population. Cette dernière se nourrit des craintes générées par la mondialisation et la digitalisation. Les opposants à Emmanuel Macron entendent arrêter les horloges. Mettre fin aux progrès tout en profitant de ses bienfaits pourrait le slogan de mai 2018 bien moins poétique que « sous le pavé, la plage ». Les mouvements sociaux sont animés par la volonté de conserver ou de fortifier des acquis en se drapant du concept de plus en plus usé d'intérêt général. Les cheminots se battent soit disant pour leur statut au nom de la défense du service public. La concurrence appelée de ses vœux pour la téléphonie, la grande distribution est récusée quand il s'agit de la SNCF. Les mouvements en cours sont de la cristallisation des contradictions. Les étudiants qui bloquent les universités et Sciences Po s'opposent au système Parcoursup après avoir dénoncé les dysfonctionnements de l'ancien système. Dans les faits, ils rêvent de ressusciter mai 68 mais tout le monde n'a pas le talent de Daniel Cohn Bendit.

**Éric Verhaeghe :** En l'état, on peut dire qu'il s'agirait essentiellement d'un programme très conservateur. Les étudiants demanderaient de fait le retour au tirage au sort comme méthode de sélection à l'université. Les bénéficiaires de régimes spéciaux ou de monopoles reviendraient à leurs privilèges sans remise en cause de leurs acquis et de leurs certitudes de fonctionnement. Les hôpitaux exigeraient une hausse des cotisations maladie pour être mieux financés. Bref, toute notion de réforme de l'Etat et toute réforme structurelle en général serait abandonnée pour préserver un existant qui dysfonctionne. L'ensemble serait financé par une forte hausse de la pression fiscale. On voit l'effet délétère que cette situation aurait sur la croissance. Là où nos voisins profitent de l'embellie globale pour alléger leurs passifs, la France profiterait de la "cagnotte" pour retourner à ses mauvaises habitudes, qu'elle n'a d'ailleurs pas complètement perdues.

---

## **Au plan politique, à quel type de représentation et de gouvernement pourrait-on s'attendre? Comment faire la synthèse des forces politiques? Comment appliquer ces politiques et avec quels moyens financiers, structurels, humains?**

**Philippe Crevel** : Face à La République en Marche, il y a le mouvement des statuquos ou des contradictions. Ils peuvent compter sur les 40 % de Français qui ont, en 2017, au 1<sup>er</sup> tour de l'élection présidentielle opté pour des candidats souhaitant mettre à bas le paradigme économique. Ces 40 % sont profondément divisés. Entre ceux qui rêvent d'un nouveau 1917 rouge ou d'un nouveau 1793, ceux qui sont nostalgiques d'une France pré-industrielle ou ceux qui veulent dissoudre l'Union européenne, les points en commun sont rares. Certes, il y a toujours l'espoir pour une petite minorité de refaire le coup des bolchéviques mais ces derniers avaient bénéficié de circonstances exceptionnelles, un régime autocratique finissant, une guerre mal engagée et une crise économique. Par ailleurs, une révolution a besoin de troupes jeunes or, aujourd'hui les plus de 60 ans sont plus nombreux que les moins de 18 ans. Or, j'ai rarement vu des révolutions réalisées par des légions en fauteuil roulant.

**Éric Verhaeghe** : Il s'agirait d'un mariage entre des carpes et des lapins. On trouverait évidemment la France Insoumise, dont le programme propose une hausse de la fiscalité d'environ 25 points de PIB, et la CGT et autres syndicats protestataires comme SUD. Ce mariage-là est déjà très compliqué à réaliser, car ces deux factions ne s'entendent pas sur tout, loin de là. Mais on trouverait aussi des composantes du Parti Socialiste qui chercheraient à se raccrocher au train, et probablement d'importants éléments du Front National qui sont toujours fâchés avec la concurrence, la réforme, l'Europe, le libre-échange. Cette alliance politique aurait une base parlementaire faible, et une présence syndicale limitée aux éléments les plus protestataires. Elle peinerait incontestablement à dégager une majorité et même une équipe politique réaliste.

Mais supposons que le Gouvernement et que la direction d'Air France lâchent. Quelles conséquences ? La SNCF continuera à s'affaiblir. A terme, il faudra fermer de plus en plus de lignes. Le risque, c'est qu'elle connaisse le même sort que les ports autonomes. Marseille, Dunkerque qui autrefois pouvait rivaliser avec les autres ports européens ne sont plus aujourd'hui dans la compétition. Il en serait de même pour Air France qui actuellement s'en sort grâce aux faibles prix du kérozène. Cette compagnie qui a été la première du monde n'en finit pas de hoqueter par refus de s'adapter. La réforme du Ministre de l'Education nationale pour l'entrée dans les universités est déjà à minima. Le système actuel est une source de gaspillage tant individuel que financier. La non sélection permet à des personnes n'ayant des prédispositions de s'engager bien souvent en pure perte dans des formations inadaptées. Le taux d'échec au sein de l'enseignement supérieur est en France parmi les plus élevés de l'OCDE. Au nom de l'égalité, les étudiants auraient le droit de poursuivre les formations de leur choix et ne pas avoir de compte à rendre. Ainsi, notre pays n'aurait plus qu'à se spécialiser dans la sociologie et le sport au regard des souhaits exprimés par les étudiants.

## **Sur le plan économique, quels seraient les programmes, réformes et instruments mis en œuvre?**

**Philippe Crevel** : Le service public devrait être généralisé à tout secteur qui le demande. Les régimes spéciaux devraient être généralisés. Evidemment, les actuels régimes spéciaux devraient conforter leurs spécificités en réclamant de nouveaux avantages car toute idée de banalisation est insupportable.

Pour l'université, le tirage au sort et la sélection étant de mauvaises solutions, l'option d'accorder à 80 % des étudiants leur diplôme est une possibilité. Il faudra en parallèle interdire les classements des universités et les évaluations de niveau réalisées par l'OCDE (test PISA).

L'euro serait maintenu mais les critères de Maastricht oubliés. L'Allemagne n'aura qu'à payer mais elle refusera tout comme les autres pays. Nos partenaires commencent à perdre patience dans l'incapacité de la France à se réformer. Ils commencent aussi à s'irriter de notre volonté à leur imposer notre vision.

La France pourrait adhérer à la ligue bolivarienne ou constituer l'UPS, l'Union des Pays Socialisés. En ayant déjà les plus hauts taux de prélèvements obligatoires et de dépenses publiques, la France a, en la matière, des lettres de noblesses et n'a pas de leçon à recevoir. Elle pourrait éclairer de sa suffisance l'ensemble des pays arriérés qui oublient de taxer leurs concitoyens.